Protection des donnÃ©es : Les PME franÃ§aises ne sont pas prÃ©parÃ©es.
SÃ©curitÃ©
PostÃ© par : JerryG
PubliÃ©e le : 26/6/2014 15:00:00

Les entreprises franÃ§aises ne sont pas prÃ©parÃ©es Ã la future rÃ©forme de la lÃ©gislation europÃ©enne â€¦ Alors que la rÃ©forme du rÃ©gime de protection des donnÃ©es de lâ€™Union europÃ©enne devrait Ãªtre actÃ©e dâ€™ici la fin de lâ€™annÃ©e, Trend Micro, leader mondial des solutions de sÃ©curitÃ©, a commanditÃ© une Ã©tude europÃ©enne auprÃ¨s du cabinet dâ€™analyses Vanson Bourne afin de mesurer comment rÃ©agissent les entreprises face Ã lâ€™annonce de ce changement lÃ©gislatif majeur.
MenÃ©e auprÃ¨s de 850 responsables informatiques en Europe dont 100 en France, cette Ã©tude dresse un certain nombre de constats prÃ©occupants.

Les entreprises franÃ§aises mal informÃ©es sur la rÃ©forme

En France, plus dâ€™un tiers (35%) des rÃ©pondants nâ€™ont en effet mÃªme pas conscience quâ€™une rÃ©forme est en cours ! Le Parlement europÃ©en a pourtant prÃ©vu de conclure un accord avant fin 2014, soit dans les 7 prochains mois. En outre, si parmi les 65% restants, les trois-quarts (75%) sâ€™estiment bien informÃ©s sur cette rÃ©forme, la rÃ©alitÃ© sâ€™avÃ¨re assez diffÃ©rente.

La rÃ©forme de la lÃ©gislation europÃ©enne sur la protection des donnÃ©es a pour but de renforcer le contrÃ´le des citoyens europÃ©ens sur leurs donnÃ©es personnelles et dâ€™accroÃ®tre leur protection. En lâ€™Ã©tat actuel, le texte proposÃ© par le Parlement prÃ©voit notamment dâ€™encadrer plus Ã©troitement le transfert de donnÃ©es vers des pays tiers, de faciliter lâ€™exercice du droit Ã lâ€™effacement ou encore de mettre en place une procÃ©dure de demande de consentement explicite pour le traitement des donnÃ©es personnelles.

Une fois la rÃ©forme adoptÃ©e, les entreprises ne disposeraient Ã priori que dâ€™un dÃ©lai de

deux ans pour appliquer la loi. En cas de violation des rÃ¨gles, notamment lors dâ□□une fuite de donnÃ©es, les entreprises risquent une amende pouvant aller jusquâ□□Ã 100 millions dâ□□euros ou 5% de leur chiffre dâ□□affaires, selon le montant le plus Ã©levÃ©.

Or si la rÃ©forme passe, seul 31% des professionnels franÃ§ais interrogÃ©s savent quâ□□ils nâ□□ont que 2 ans pour se mettre en conformitÃ©, tandis que 41% nâ□□en ont aucune idÃ©e ou pensent quâ□□ils disposeront de plus de temps. De mÃªme, 69% dâ□□entre eux ne connaissent pas le montant de la sanction prÃ©vue par le texte actuel, et 21% ne savent mÃªme pas que des sanctions seront appliquÃ©es.

Â

Pour plus de deux-tiers (67%), la sanction actuelle de 5% aurait pourtant un impact consÃ©quent sur les activitÃ©s de leur entreprise ! Par ailleurs, plus dâ□□un tiers des rÃ©pondants (37%) nâ□□a pas conscience que cette lÃ©gislation remplacera de facto la lÃ©gislation nationale.

Â« *Les responsables informatiques, pourtant particuliÃ¨rement concernÃ©s, semblent peu informÃ©s sur cette rÃ©forme, pourtant si prÃ¨s dâ□□Ãªtre adoptÃ©e* Â», commente LoÃ¯c GuÃ©zo, EvangÃ©liste SÃ©curitÃ© de l'Information pour l'Europe du Sud chez Trend Micro. Â« *Toutes les entreprises traitant des donnÃ©es sont concernÃ©es, quelle que soit leur taille.*

Or, avec la montÃ©e du Big Data, les donnÃ©es sont au cÅ□ur dâ□□un nombre croissant de projets clÃ©s pour le dÃ©veloppement des entreprises. La problÃ©matique de la confidentialitÃ© des donnÃ©es ne doit donc plus Ãªtre lâ□□apanage du dÃ©partement informatique, elle doit Ãªtre prise en compte au plus haut niveau de dÃ©cision de lâ□□entreprise. Â»

La mise en conformitÃ©, un dÃ©fi de taille pour les entreprises

Si, en moyenne, les personnes interrogÃ©es estiment Ã 23 mois le temps nÃ©cessaire pour se mettre en conformitÃ© avec cette lÃ©gislation Ã venir, le chemin ne sera toutefois pas de tout repos.

86% dâ□□entre elles affirment ainsi que leur organisation devra prendre des mesures pour ce faire. Une majoritÃ© (56%) prÃ©voit dâ□□augmenter les budgets allouÃ©s Ã la sÃ©curitÃ© informatique et prÃ¨s de la moitiÃ© (48%), de renforcer la formation des collaborateurs en matiÃ¨re de protection des donnÃ©es.

Ils sont Ã©galement prÃ¨s dâ□□un tiers Ã envisager de recruter un dÃ©lÃ©guÃ© Ã la protection des donnÃ©es â□□ un dispositif qui sera rendu obligatoire pour certaines entreprises â□□ et 27% de faire appel Ã un tiers pour garantir la conformitÃ©.

Par ailleurs, 88% des rÃ©pondants considÃ¨rent que plusieurs dÃ©fis importants devront Ãªtre relevÃ©s. Une sÃ©curitÃ© des donnÃ©es pas assez efficace (32%) et des dispositifs de sÃ©curitÃ© informatique insuffisants (27%) sont les principaux enjeux qui ressortent. Arrivent ensuite, Ã Ã©galitÃ© (24%), des ressources trop limitÃ©es pour amÃ©liorer les processus existants et des collaborateurs pas suffisamment avertis.

De plus, seules 18 % des personnes interrogÃ©es ont affirmÃ© que leur entreprise informait systÃ©matiquement ses clients en cas de fuite de donnÃ©es, quand 21% dÃ©clarent ne disposer dâ□□aucune procÃ©dure prÃ©vue Ã cet effet au sein de leur organisation.

Un certain scepticisme quant Ã lâ□□efficacitÃ© de la rÃ©forme

Lâ□□Ã©tude montre que la dÃ©marche de rÃ©forme entreprise par lâ□□Union europÃ©enne est globalement plÃ©biscitÃ©e : 68% des rÃ©pondants la considÃ¨rent nÃ©cessaire pour amÃ©liorer

la protection des donnÃ©es et 52% estiment que ses exigences sont rÃ©alistes.

En revanche, les rÃ©sultats montrent un certain scepticisme quant Ã lâefficacitÃ© du dispositif : prÃ¨s de la moitiÃ© (46%) des professionnels interrogÃ©s considÃ¨rent ainsi quâelle nâempÃªchera ni la collecte illÃ©gale de donnÃ©es par des organisations, ni la fuite de donnÃ©es de citoyens europÃ©ens.

Seuls 35% dâentre eux pensent en outre que le texte actuel sera ratifiÃ©. Un manque de conviction qui pourrait pousser Ã remettre au lendemain certaines dÃ©cisions pourtant nÃ©cessaires.

Â« *Ces rÃ©sultats doivent alerter les entreprises sur la nÃ©cessitÃ© de commencer Ã se prÃ©parer dÃ¨s maintenant* Â», ajoute LoÃ¯c GuÃ©zo. Â« *Il sâagit dâun enjeu pour lâentreprise dans son ensemble : les sanctions proposÃ©es peuvent gravement impacter ses activitÃ©s et les clients sont de plus en plus en demande de transparence. Il est ainsi urgent que chaque organisation Ã©value sa gestion des donnÃ©es afin dâanticiper au mieux les mesures qui devront Ãªtre prises.* Â»